

**16 Spécial 40 ans de l'union**

**1985-1995 : les effets de la crise**

L. I.

Libreville/Gabon

CETTE décennie sera déterminante dans l'évolution du journal. Le contre-choc pétrolier entraîne une remise en cause des aides de l'Etat dès le 1er mars 1986. La subven-

tion d'équilibre de la Sonapresse est supprimée et un contrat-programme de trois ans est signé avec l'imprimeur Multipress et le distributeur Sogaresse. Ces deux sociétés deviennent actionnaires et se voient confier la gestion de l'entreprise. L'Etat reprend le passif. En contrepartie, il ne versera plus de subvention au journal. Survivre ou mourir

semble être le défi que se doivent de relever les nouveaux gestionnaires, qui réduisent les effectifs, réactivent les réseaux commerciaux et augmentent le prix de vente du quotidien. Le miracle opère : Sonapresse connaît ainsi son premier exercice bénéficiaire en 1987. Dans le cadre de la mise en œuvre du processus démocratique du pays et à la de-

mande du chef de l'Etat, Omar Bongo, la Sonadig cède une partie importante des actions de la Sonapresse en 1991. A l'occasion, le personnel reçoit 10 % des actions cédées et les actionnaires privés prennent le contrôle de la société. En contrepartie, ils s'engagent à réaliser un important programme d'investissements comprenant l'agrandissement des

locaux de la Sonapresse, l'informatisation de la Rédaction et l'acquisition de matériel de flashage relié au système informatique. L'Union franchit alors une étape cruciale dans la voie du modernisme. L'Union fête son 5000e numéro le 6 octobre 1992. A cette occasion, les journalistes bénéficient d'une nouvelle salle de rédaction à la pointe de la modernité,

avec l'acquisition des premiers ordinateurs, des Macintosh. Une Rédaction qui ne ferait pas pâle figure devant celles de l'Occident. 1994. Année charnière. A la suite de la dévaluation du franc CFA et de l'augmentation brutale du coût des intrants, le prix du quotidien passe à 200 F le 7 juillet de la même année. Année déterminante, avions-nous dit !

**Témoignage**

**Léon AKUE OVONO : en ces années chaudrons...**

L. I.

Libreville/Gabon

UN des témoins de premier plan de la décennie 1985-1995 à l'Union, Léon Akue Ovono, plus célèbre sous la signature de ses initiales "LAO", a dirigé le service Politique durant le processus démocratique naissant. Les années chaudrons où le pays sortait à peine d'une époque monolithique, où l'ombre de la censure hantait encore les salles des rédactions. D'ailleurs, LAO venait tout juste

de réintégrer l'Union, à la suite d'une affectation disciplinaire qui l'avait éloigné du journal, sous le magistère du patron de la Communication d'alors, Zacharie Myboto. Un article intitulé « *Les maux de la société en quelques mots* », lui avait valu un détachement au ministère du Travail pour quelques années. De retour à l'Union au début des années 90, Léon Akue Ovono avait retrouvé une rédaction presque libérée de la hantise de la censure, grâce au courage du directeur d'alors, Ngoyo Moussavou Bikoko, qui

n'hésitait pas à lâcher les chiens quand il le fallait. Aucun sujet, politique fut-il, n'était tabou. La parole est libérée. L'Union aussi. « *Bien qu'étant un journal gouvernemental, nous ne devions pas donner l'impression d'être assujettis au pouvoir, ni de tirer à boulets rouges sur l'opposition naissante* », témoigne l'ancien chef du service Politique, qui venait de succéder à Mbegah Effah. « Nous avons le devoir de promouvoir la démocratie », précise LAO, qui animait à l'époque une chronique politique où il

fallait "trouver le juste milieu" dans les sujets abordés chaque mercredi à travers cette tribune politique hebdomadaire. Cette décennie est également celle où la rédaction de l'Union avait opéré une mue, avec l'acquisition d'une salle de rédaction moderne, les premiers ordinateurs ayant remplacé les machines mécaniques du type que l'on retrouve dans les postes de gendarmerie. « *C'était une véritable révolution pour nous* », se souvient encore M. Akue Ovono qui, après un passage, comme directeur de



Léon Akue Ovono "LAO".

Photo : Bantoma

cabinet du président du CNC en 1996, est actuellement revenu à la "Maison",

où il fait profiter son expérience à la génération montante, au pool correction.

**1995-2005 : le tournant de la privatisation**

M. A.

Libreville/Gabon

UNE décennie de mutations majeures que celle qui va de 1995 à 2005. Et qui représente un vrai tournant dans l'histoire de "l'Union" et de son entreprise éditrice, Sonapresse. Il y a d'abord, au plan strictement éditorial, ce passage, le **5 octobre 1996**, de la pagination de 12 à 16 pages, certes une fois par semaine : le samedi. Sept mois plus tard, le **14 mai 1997**, mercredi sera désormais l'autre jour de parution du journal avec 16 pages. Il faudra attendre une année complète, le 4 mai 1998, pour assister à la

généralisation de 16 pages quotidiennes. Cette évolution, il convient de le souligner, se fait parallèlement avec la modernisation des équipements de notre imprimeur, Multipress-Gabon. Lequel, dès 1986, avait accueilli une rotative offset Gazette financée conjointement par l'imprimerie, Sonapresse et la Coopération française. Cet outil permet, dès lors, d'imprimer "L'Union" dans de meilleures conditions, tant qualitatives que quantitatives. Il y a ensuite cette mini-révolution d'**octobre 2002** : non seulement la pagination de notre quotidien passe à 20 pages, mais apparaît, sur quatre d'entre elles, dont la "Une", la qua-



Photo : SCOM

La grande salle qu'occupait la Rédaction de "L'Union" jusqu'en décembre 2010.

dichromie. De quoi rendre le quotidien plus attrayant et plus lisible. De fait, les

lecteurs ne s'y trompent pas, puisque les tirages dépassent régulièrement les

20 000 exemplaires avec des pointes à 25/30 000 exemplaires. Enfin, il y a cette **année 2000**, qui consacre le changement de statut de notre entreprise. L'aboutissement d'un long processus entamé une dizaine d'années auparavant. En cette année de tournant du siècle, et conformément à la volonté de l'Etat de se désengager totalement du secteur de la presse écrite, la Sonadig qui, au nom dudit Etat, détenait encore 15 % des actions, revend ces dernières aux actionnaires privés de "L'Union". Le journal devient donc privé à 100 %, 92 % de ses parts étant détenues par des personnes morales ou physiques gabonaises, et 8 %

par des actionnaires étrangers. Une assemblée générale extraordinaire entérine ensuite le changement de dénomination de la société éditrice, Sonapresse, qui de Société Nationale de Presse devient Société des Nouvelles Activités de Presse et décide de l'augmentation du capital, qui passe de 100 à 300 millions de francs CFA. Un virage négocié avec sérieux. Et une dynamique entretenue et, même, amplifiée jusqu'au terme de la décennie traitée ici, avec la célébration - dont nombre d'entre nous conservent le souvenir - le 30 décembre 2005 des 30 ans de notre journal en tant que quotidien.

**Témoignage**

**"Une nouvelle donne"**

Victor MBEGAH EFFA

Libreville/Gabon

A "L'Union" de 1976 à 2004 Tour à tour chef de service Politique, Étranger, Société et Culture, Magazine, puis Rédacteur en chef adjoint

"**AU** sortir de l'élection présidentielle de 1993, et deux ans plus tard, "L'Union" change de cap. Ou plutôt, doit s'adapter à la nouvelle donne imposée dans laquelle s'engouffrent les Finances publiques : sa privatisation. J'ai, à cet égard, un souvenir très précis. Les fonctionnaires qui y sont affectés

verront en effet leurs soldes coupés. Dont naturellement moi-même. L'affaire est si sensible qu'elle provoque des remous au sein de la Rédaction. Le directeur de publication de l'époque, Germain Ngoyo Moussavou, la fait monter jusque chez le président de la République, qui fait convoquer la ministre déléguée du Budget, Yolande Assélé Ebinda, pour explications. Omar Bongo lui intime l'ordre de rétablir nos soldes séance tenante. Ce qui est fait, et le jour même. Un rappel nous est versé avec effet rétroactif. L'argument du chef de l'Etat avait été de

dire au ministre concerné, que le statut de "L'Union" n'a jamais changé (en tout cas pas encore). La ministre en prendra pour son matricule devant Omar Bongo en personne qui, ce jour-là, était en demi-saison et avait décidé de nous recevoir dans un bureau annexe du palais présidentiel. Par la suite, je dois abandonner la rubrique "Politique" que j'animais alors au profit, tour à tour, des services Étranger, Magazine et Société et Culture. Je reviendrai plus tard en politique, avant d'être promu Rédacteur en chef adjoint, un poste nouvellement créé.

Mes rapports avec la nouvelle direction de publication seront un peu plus compliqués et je dois quitter la Rédaction de "L'Union" en 2004, pour être conseiller au ministère de la Communication, puis au ministère de l'Education nationale et, enfin, conseiller technique au Conseil national de la communication, avant de prendre ma retraite administrative. Mais l'amour de la profession m'a toujours habité et, depuis un peu plus d'un an, j'ai intégré le Groupe Média spécialement du bimensuel "le Témoin".



Victor Mbegah Effa, Journaliste de presse écrite et Ancien de l'Union.

Photo : DR